

LE PUBLICISTE.

Premier jour complémentaire, an VI.

17 Sep 1798



Mise en liberté de l'ex-prince de Piombino, enfermé au château Saint-Ange. — Plaintes des Vénitiens qui sont chargés d'impositions par le gouvernement autrichien. — Nouvelles de Rastadt. — Détails sur le comte de Gortz, ministre plénipotentiaire du roi de Prusse. — Bulletin officiel du duc de Portland au lord maire, sur le débarquement des Français en Irlande.

Le prix de la Souscription est de 12 fr. pour trois mois, 25 fr. pour six mois, et 45 fr. pour un an.

Les Loix et Arrêtés du directoire sont distribués aux souscripteurs sans augmentation de prix, dans des supplémens qui paroissent aussi-tôt qu'il y a assez de matière pour en former une demi-feuille.

Les lettres et les abonnemens doivent être adressés, franc de port, au directeur du PUBLICISTE, rue des Moulins, n°. 423, butte des Moulins, à Paris.

ITALIE.

De Rome, le 6 fructidor.

L'ex-prince de Piombino, qui avoit été enfermé au château Saint-Ange sur le refus de souscrire à la taxe qu'on lui avoit imposée, a pris enfin son parti, et a été remis en liberté. Sa contribution a été un peu diminuée, ainsi que celle des autres familles Romaines.

Avant-hier, on a vu arriver au port de Ripagrande plusieurs petits bâtimens chargés de 400 balles de riz, de beaucoup de vin rouge, d'une grande quantité de viandes salées. Le tout a été pris par les commissaires français pour l'approvisionnement de la petite escadre de leur nation qui se trouve mouillée dans ce port.

De Florence, le 14 fructidor.

Hier matin, la grande duchesse est heureusement accouchée d'une fille, sans autre assistance que celle de son époux.

Le saint pere est toujours à la Chartreuse & en assez bonne santé. De tems en tems, du haut de son balcon, il distribue sa bénédiction à tous ceux qu'on laisse entrer dans la cour. Mais personne n'est admis à son audience. Le seul colonel autrichien Plank a pu obtenir de lui rendre ses hommages au moment de son départ pour Venise.

Au reste, le terme fixé pour le séjour de sa sainteté au Toscane, est à la veille d'expirer, & on attend ce qui va être prononcé sur son sort.

Malgré l'ambiguïté de son existence, Pie VI continue à exercer une partie de son autorité spirituelle. Il y a quelque-tems qu'il avoit dégagé de ses vœux un moine qui s'étoit oublié auprès d'une jeune fille, & l'avoit rendue mère. Il vient d'accorder la même grâce à une de nos concitoyennes qui, au sortir du cloître, a désiré se marier.

De Brescia, le 16 fructidor.

Plusieurs vénitiens qui vont s'établir en Franco, après avoir aliéné leurs biens, nous assurent que les ex-états

vénitiens souffrent la plus grande détresse. Les impositions sont excessives. Les militaires commettent toute sorte de vexations. Le gouvernement ne respire que la méfiance & la haine. Il a donné coars à 12 millions de florins en papier-mouinoie, qui cependant ne sont pas reçus dans les anciens états de l'Autriche; par ce moyen, il pompe l'or des Vénitiens & leur laisse le papier. Par la maniere dont la cour de Vienne traite les pays qui lui ont été cédés en Italie, on paroît tenté de croire, qu'elle ne compte pas les garder.

A L L E M A G N E.

Bulletin de Rastadt, du 25 fructidor.

On dit que les ministres français sont disposés à quelques concessions, sur-tout sur l'article des dettes, & qu'ils admettront la distinction entre les dettes solennellement contractées par les différens pays cédés, & celles des chambres de finances. On ajoute qu'ils renonceront aussi à Kehl & à Cassel; au sujet desquels la cour de Prusse a dû donner une note à l'ambassadeur français à Berlin.

En attendant, on a pris hier, dans la 65°. séance, un *conclusum*, dont voici la substance :

» La maniere & le ton de la dernière note française, laissent à peine l'espoir d'un rapprochement, au sujet des points fortifiés sur la rive droite du Rhin, qui doivent avoir une influence si directe sur l'existence d'une paix solide & durable.

» L'Empire, en cédant la rive gauche du Rhin, & en consentant à la démolition d'Ehrenbreitstein, sous les conditions connues, a accordé tout ce qui est compatible avec la sûreté de l'Allemagne. On devoit s'attendre à une concordance réciproque de la part de la France, sur toutes les réserves mises à cette concession; mais comme elle croit qu'il ne lui faut, pour sa sûreté, rien moins que des postes fortifiés sur la rive droite, & qu'elle semble attacher un prix décisif à la possession de l'isle St-Pierre, on se détermine encore entrer en accommodement sur la cession de cette isle, si elle peut accélérer la conclusion de la paix; & si la France, de son côté, veut renoncer à toutes possessions sur la rive droite & sur le lit navigable du Rhin, consentir à un arrangement équitable sur les points qui ne sont pas encore réglés, notamment sur l'article des dettes & des propriétés privées, & si elle met enfin un terme aux exactions militaires sur la rive droite du Rhin. Plus ces objets ont d'importance pour l'Allemagne, & moins ils ont de véritable intérêt pour la France, plus on a lieu d'espérer qu'elle n'y verra aucun obstacle à la conclusion prochaine de la paix.

Il a été résolu, en outre, de faire observer aux ministres français que, depuis l'ouverture des négociations, on n'a pas cessé de demander l'évacuation de la rive droite du Rhin, sans avoir obtenu d'eux une réponse satisfaisante; que récemment encore, les actes arbitraires ont augmenté dans ces contrées, & sont portés à un tel excès, que les habitans n'ont encore nullement profité des avantages de l'armistice & des négociations; qu'au nom de l'humanité & du droit des gens, on compte que la rive droite du Rhin, obtiendra enfin une allégeance à ses maux, par la cessation de toutes charges militaires.

Le comte de K. K. stadl, ministre plénipotentiaire de l'électeur de Trèves & doyen du chapitre de cette ville, passe pour un des hommes estimables du congrès. Jeune encore, il a toutes les qualités de l'âge mûr. Doux, affable avec tous les individus, réservé, décent dans son état, & tenant son rang sans hauteur; il est dans le monde, comme dans son intérieur, aimé de tout ce qui le connoît & qui l'approche. Les malheurs de son prince & les siens n'ont altéré ni la sérénité, ni l'aménité de son caractère. A Rastad, au milieu du fracas de ses collègues, il vit modestement. Loin d'abuser des moyens que son commettant lui confie, il en fait le moindre usage possible, & seulement autant qu'il convient au caractère dont il est revêtu. Il prouve que l'on peut représenter sans faste, quand on a des moyens personnels, pour suppléer à un vain étalage.

Extrait d'une lettre de Hambourg, du 16 fructidor.

Quoique, par vanité ou par politique, l'empereur de Russie se soit déclaré le chevalier de la cause des émigrés, il les craint personnellement. Ils tremblent de leur côté, en arrivant en Russie, de se trouver *jacobin*, par cela seul qu'ils ont été Français. Vionenil qui vient de quitter l'Allemagne, a été, dès son arrivée, envoyé avec toute sa suite au Kamtschadka, à 2600 vershs de Pétersbourg. On les disperse ainsi, depuis une espèce de révolte de l'armée de Condé, qui ne vouloit pas se soumettre au régime russe, c'est-à-dire aux coups de bâtons. Ils aiment encore mieux les dangers de leur proscription antérieure, que de se trouver enfermés dans les déserts par les Russes. Il ne faut donc pas croire que les émigrés aient quelque consistance à Pétersbourg. Personne ne s'occupe de Catherine l'impératrice. Esterhazy qui avoit du crédit auprès de Catherine et son favori, a été, à sa mort, exilé en Pologne. Choiseul-Gouffier a été fait directeur de l'académie des arts; mais il n'a aucune influence dans les affaires. On se borne à lui demander tout au plus des renseignements sur l'archipel qu'il a parcouru, et sur les projets de Buonaparte qui inquiètent singulièrement le cabinet russe.

Voici quelques détails qui ne sont pas sans intérêt sur le comte de Gortz, ministre plénipotentiaire du roi de Prusse, au congrès de Rastad. Il commença par être gouverneur du duc régnant de Saxe Weimar, et accompagna ce prince et son frère dans leur voyage en France & en Suisse. Ils firent voir Jean-Jacques. Après avoir frappé long-temps à la porte du philosophe, Rousseau leur dit à demi, et demanda qui étoit là? M. de Gortz, répo dit le prince héréditaire de Saxe Weimar et son frère. Tant pis pour vous, s'écria Rousseau, et leur ferma la porte au nez.

A son retour, le comte de Gortz comptait être premier ministre à Weimar; mais, pendant son absence, il s'étoit formé un parti puissant contre lui. On se servit du célèbre

Wieland, qu'on nomma instructeur du prince, pour détruire le crédit dont Gortz jouissoit auprès de lui.

M. de Fritzsche, amant de la duchesse douairière, alors régente & tutrice de son fils, s'empara de la place que Gortz avoit briguée. Gortz donna sa démission & fut employé dans la suite à la cour de Berlin, comme gouverneur du roi. A l'avènement de Frédéric-Guillaume II, il déplût au parti tout-puissant de la maîtresse, & fut à peu près disgracié. On lui donna néanmoins plusieurs missions. Enfin il fut envoyé à Ratisbonne pour y faire les cérémonies comitales. Gortz se pique d'être un homme savant et bel esprit. Il a écrit quelques brochures traduites de l'anglais. Il sait très-bien se servir du talent des autres de la diplomatie. A Weimar, il se fit un mérite singulier de la diplomatie. A Weimar, il se fit un mérite singulier de la diplomatie. A Weimar, il se fit un mérite singulier de la diplomatie. A Weimar, il se fit un mérite singulier de la diplomatie.

Au reste, c'est un homme aimable, complaisant, doux & affable, bon pere de famille & bon maître. A Rastad, il a la partie de la représentation; & ses deux collègues M. de Jacobi & de Dolm, s'occupent du travail.

Le ministre de Hardenberg & le comte de Scoulenbourg-Kelnest quitteront Bureuth le 20 de ce mois pour se rendre à Anspach. On a été fort étonné de les voir si bien ensemble, parce qu'on sait que c'est M. de Hardenberg qui, en 1795, causa la disgrâce du comte de Scoulenbourg auprès du feu roi. Hardenberg négocioit alors à Bâle, la paix entre la France & la Prusse. Scoulenbourg se trouva chez le roi à Mayence. Hardenberg découvrit les intrigues que son rival faisoit jouer contre lui & le prévint.

A N G L E T T E R R E.

De Londres, le 14 fructidor.

Le duc de Portland vient d'adresser au lord maire le bulletin officiel suivant :

« Mylord, j'ai la satisfaction d'informer votre seigneurie qu'on a reçu au château de Dublin des dépêches du major-général Hutchison, datées de Castlebar le 8. Elles contiennent que les troupes françaises débarquées à Killala n'ont point tenté d'avancer dans le pays, & qu'elles n'ont été rejointes par aucune troupe d'habitans; que le major-général étoit en marche pour aller contre l'ennemi, & que les troupes du roi qui reçoivent toutes sortes de secours du peuple de la campagne.

Avant l'arrivée des dépêches du major-général, le lieutenant étoit parti de Dublin, pour aller prendre le commandement de l'armée. *Signé, l'ortland.*

On a publié à Belfast, le 12 fructidor, une proclamation dans laquelle il est dit que M. Arthur O'Connell, Thomas Brunet, Wm. Mac Nevin, Samuel Nelson, Henri Jackson, John Sweetman, & plus de 70 autres prisonniers, ayant promis de déclarer tout ce qu'ils savaient de la conscription, pourvu qu'il leur fût permis de se retirer dans telle contrée qu'il plairoit au gouvernement la même proposition est faite à tous les autres prisonniers d'état, ou à tous ceux qui n'étant pas prisonniers d'état, voudroient profiter de cette grâce sous les mêmes conditions.

Cette proclamation est signée par le général Nugent. On sait à présent que ce n'est pas le général Kilmartin mais Humbert qui commande les Français. Il ont par eux plusieurs ingénieurs.

Dans le comté de Cork les troupes du roi doivent être constamment sous les armes, l'insurrection n'étant pas encore assoupie.

On manda de Gibraltar, en date du 22 messidor, que dix vaisseaux de ligne anglais de 50 canons et un brick, sont allés dans la Méditerranée renforcer l'escadre de l'amiral Nelson.

Le gouvernement a envoyé hier des messagers au marquis de Conway & à l'amiral Kingsmill qui croise sur les côtes d'Irlande. Les forces actuelles de ce royaume consistent en dix régimens de cavalerie réglée, quinze d'infanterie, douze de *fencibles* cavalerie, trente de *fencibles* infanterie, deux de milice anglaise, six compagnies d'invalides, trente-sept de milice irlandaise, et en près de deux cents corps de volontaires, tant infanterie que cavalerie.

Dans la séance des communes du parlement d'Irlande, du 1^{er}, lord Castlereagh a présenté le rapport du comité secret sur les mouvemens de ce pays. La lecture a duré deux heures. Voici un résumé de ce rapport dont on sent qu'on ne peut garantir les assertions.

L'insurrection n'avoit point pour objet la réforme parlementaire, ni l'émancipation des catholiques; le but de l'insurgé étoit de renverser le gouvernement de S. M., & de se séparer de l'Angleterre. Ce fut en 1795 que le directoire des irlandais-unis eut formellement recours au gouvernement français. Il envoya dans le courant de mai ou juin, le nommé Lewines, pour le presser de les aider. Peu de temps après, il fit passer en France un agent plus accrédité, le docteur M. Nevin; il devoit chercher à négocier un emprunt d'un demi-million, et dans le cas où le gouvernement français seroit hors d'état de faire cette avance, il étoit autorisé à s'adresser à la cour d'Espagne.

A la même époque, Arthur O'Connor et le lord Fitzgerald se rendirent pour le même objet sur le continent; dans la crainte d'éveiller les soupçons du ministère anglais, ils s'abstinrent d'aller en France; ils eurent à Francfort une entrevue avec le général Hoche; on y convint d'une descente qui devoit s'effectuer dans le mois de septembre, à la baie de Bantry; l'Irlande devoit payer les frais de l'armement, & une insurrection se seroit déclarée dans le Nord, si les français eussent débarqué. Il paroît que dans tous les temps le gouvernement français répugna à envoyer des forces, à moins qu'elles ne fussent suffisantes pour lui assurer la conquête de l'Irlande. D'après un second mémoire que lui présentèrent les irlandais-unis, il fit passer un agent en Angleterre. Celui-ci s'aboucha à Londres avec le lord Edward Fitzgerald. Sur son rapport, le directoire français donna de nouveaux encouragemens à l'agent irlandais résidant à Paris.

Pendant tout le cours des négociations de Lille, les Irlandais-unis eurent un agent près des plénipotentiaires français; sa mission étoit d'insister pour qu'un des articles préliminaires assurât l'indépendance de l'Irlande. Lorsqu'elles furent rompues, on leur promit de nouveaux secours. On fit de grands préparatifs en Irlande. Comme le gouvernement avoit fait fortifier Bantry, ainsi que Bandon & Fermoy, il fut convenu que le débarquement auroit lieu à Oyster-Haven, & qu'on feroit en même temps une diversion à Sligo. Cent-huit mille hommes étoient disposés à se lever dans le Nord; la péninsule de Donegal étoit organisée. Il n'y avoit à Derry qu'une faible garnison. On devoit séparer les prisonniers irlandais des anglais, afin de les engager à se prononcer en faveur

de l'Irlande. Les alarmes du clergé catholique, à cause de la conduite du gouvernement français envers ses prêtres, étoient à peu-près dissipées, & les Irlandais-unis espéroient qu'ils prendroient une part active à l'insurrection. Au moment du débarquement, les Français devoient faire paroître une proclamation pour assurer les Irlandais qu'ils étoient venus, non pour faire la conquête de leur pays, mais pour lui donner la liberté. Les commissaires français obligèrent l'amiral Daendels de sortir du Texel pour livrer bataille à la flotte anglaise. Alors on fit débarquer les troupes qui étoient à bord. La flotte hollandaise fut battue le 20 vendémiaire dernier, & les espérances des Irlandais-unis ne se soutinrent que sur la promesse de nouveaux secours en germinal suivant. Ceux-ci s'occupèrent alors à examiner les rades, les montagnes, les bois, les défilés, & à acquérir toutes les connoissances nécessaires pour faire la guerre avec succès. Ils convinrent aussi de signaux pour annoncer l'arrivée des troupes. Il paroît que sur la fin de pluviôse ils avoient des forces considérables parfaitement organisées. Les mesures adoptées par le gouvernement ne leur laisserent que l'alternative d'une insurrection ou de la soumission; l'insurrection fut arrêtée & fixée à la nuit du 4 prairial. On devoit s'emparer du château de Dublin, du camp de Lehanstown, & de l'artillerie de Chapelizod; le nord & le midi devoient prendre les armes; le signal convenu étoit qu'on arrêteroit les voitures publiques de Dublin. Le 10, différens chefs de l'union furent saisis & le 4, les voitures publiques furent arrêtées. Mais la vigilance du gouvernement, & la bravoure des troupes réglées & des milices sauvèrent l'Irlande du danger qui la menaçoit.

Il vient de paraître ici un petit ouvrage intéressant dans ce moment, et par son objet et par le mérite de l'exécution. Il est intitulé: *Description de l'empire Turc*, par W. Eton. L'auteur a été longtemps consul à Bassora. Il a voyagé dans la Perse, l'Arabie, en Chémé, les Indes-Orientales. Il a été envoyé par une maison de commerce établie à Constantinople, et il a accompagné le prince Potemkin dans ses campagnes militaires. Il estime peu les turcs et n'a aucun desir de retourner en Asie. Il ne doute pas qu'on ne parvienne à établir un empire grec.

Il produit, en original, une requête présentée réellement par les grecs à l'impératrice Catherine, pour lui demander de leur donner pour empereur le prince Constantin, son petit-fils. Son opinion aujourd'hui est que les français exécuteront ce que Catherine avoit projeté, mais qu'au lieu d'une aristocratie, c'est une république qu'ils établiront. Au reste M. Eton, en sa qualité d'anglais, partage toutes les préventions nationales de ses compatriotes contre les français.

Il peint avec de vives couleurs la foiblesse de l'empire turc sous tous les rapports. Il en évalue la population totale (les îles exceptées) à dix millions; ce qui est bien au-dessous des calculs ordinaires. Il ne compte aussi que 186 mille hommes pour l'état de guerre.

On trouve dans la préface une assertion assez singulière. M. Eton prétend, d'après des autorités qu'il cite, que le combat naval du prince de Nassau, près d'Okakow, dont toutes les gazettes ont parlé en 1788, n'a jamais eu lieu.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.
De Strasbourg, le 25 fructidor.

Le général de division Sainte-Suzanne, qui devoit

prendre le commandement d'une division active à l'armée de Mayence, et qui se préparoit à se rendre au quartier-général de Friedberg, a reçu contre-ordre. Il restera provisoirement ici, et continuera de commander la cinquième division militaire dans les deux départemens du Rhin. Le général Chateaufort-Randon, qui devoit le remplacer ici, reste jusqu'à nouvel ordre commandant de Mayence.

Si on en croit quelques lettres très-peu vraisemblables de Vienne, le prince Reputin a demandé et obtenu de l'empereur le passage d'une armée de 30 ou 40,000 russes par la Gallicie, la Hongrie et l'Autriche, pour se rendre en Tyrol et se concentrer sur les frontières de la Suisse. L'aide-de-camp de l'empereur, le baron Saint-Vincent, ajoutent ces lettres, a été envoyé à Linberg, pour accompagner cette armée russe. On sait qu'on a fait marcher les russes depuis sept ans sans qu'ils soient encore arrivés. Il est donc très-permis de douter de cette nouvelle, qui, si elle étoit fondée, n'annonceroit pas des dispositions pacifiques de la part de l'empereur.

La feuille allemande la *Weltkunde*, paroît à présent à Stuttgart, sous le titre de *Gazette générale*. Les hommes de lettres les plus distingués, Posselt, Huber, Cotta, et quelques autres continuent de rédiger ce journal, un des meilleurs qui s'impriment en Europe. On assure que le gouvernement de Wurtemberg le soutiendra contre les attaques et les menées sourdes des *obscurans titrés*, qui ont fait prohiber le *Weltkunde*.

DE PARIS, le 30 fructidor.

Le citoyen d'Herman, nouvellement arrivé d'Espagne, où il a exercé les fonctions de consul-général, est nommé chef du bureau des consulats, auprès du ministre des relations extérieures.

— Il paroît que c'est très-peu de jours après l'entrée de notre flotte à Alexandrie, que le combat naval a eu lieu dans la rade même. On n'a pas, jusqu'ici, de détails plus précis, que ceux que nous avons publiés.

Nous ne pensons pas, comme l'ont déjà avancé quelques feuilles, que ce désastre, tout grand qu'il est, doive rendre la guerre à-peu-près certaine. Il ne change rien à notre position si formidable sur le continent. Nos armées n'en sont pas moins prêtes à inonder l'Allemagne & à renverser ceux qui trahiroient en Italie, si le corps germanique ou l'empereur profitoient d'un événement qui n'a aucun rapport avec leur position, pour élever des prétentions nouvelles.

Ce n'est pas avec nos flottes, que nous avons fait, l'année dernière, tant de prodiges, & que nous sommes, pour ainsi dire, avancés jusques aux Portes de Vienne. Ce ne sont pas les escadres anglaises qui releveroient ceux des trônes qui tomberoient au premier signal des hostilités.

Le tems n'est plus où le trident de Neptune étoit le sceptre du monde; c'étoit là aussi une illusion qui a trop influé sur les destinées de l'Europe & qui a été dissipée par nos triomphes des années précédentes. Ne dictions-nous pas la paix à l'Europe, au moment même où notre marine avoit le plus de désavantages? Pourquoi donc ne l'acheverions-nous pas aujourd'hui, cette paix, devenue un besoin si impérieux pour les peuples, comme pour les gouvernemens?

— Il est arrivé à Malte un de nos vaisseaux de ligne avec une frégate. On a quelque espoir de la voir suivie par la division du contre-amiral Villeneuve, qui n'a pas, dit-on, combattu.

« L'Egypte, dit un de nos journaux, aura coûté quinze à seize vaisseaux, c'est-à-dire, quinze à seize millions. Elle en fournira bien davantage. Nous saurons bientôt les retrouver à Londres ».

On assure que Brueys, Casa-Bianca & Duchilleau ont péri dans le combat.

— Garnerin fera, le premier vendémiaire, une ascension aréostatique à Gand.

— Deux écoles de navigation viennent d'être établies pour les neuf départemens réunis, l'une à Anvers, et l'autre à Ostende.

— « Ce pays, nous écrit de Malthe un fonctionnaire public, se prête facilement à l'organisation républicaine. Jusqu'à présent il est paisible et sans ébranlement violent. Il est animé sans être troublé.

— Le général prussien Mollendoif est en ce moment à Vienne.

J. Kosciasko au citoyen Benoit Lamotte, à Villeperrot près Pont-sur-Yonne.

« Citoyen, l'intérêt qu'a eu le bonheur de vous inspirer le jeune polonais qui se trouve auprès de vous, ajoute un motif de plus à la reconnaissance que ressent tout patriote polonais, de la bienveillance que votre généreuse nation ne cesse de nous témoigner. Je vous remercie particulièrement, citoyen, de ce qu'en vous occupant du sort du jeune polonais, vous lui indiquez dans les moyens de se rendre utile à son pays, celui de pouvoir améliorer son bien-être individuel. S'il veut se rendre en Italie, ou le gouvernement de votre république a ouvert un asyle à mes compatriotes qui se sont dévoués à la cause de la liberté, qu'il s'y rende. Veuillez l'aider de vos conseils ainsi que de ceux des braves militaires de votre département. Au premier avis qui me sera parvenu sur la détermination qu'il aura prise, pour se rendre en Italie, j'écrirai au général Dombrowski, commandant les légions polonaises, afin qu'il cherche à le placer dans ce corps. En attendant, agréez, citoyen, les témoignages de ma reconnaissance, de l'estime dont vous voulez bien m'honorer. Salut et considération ».

Signe KOSCIASKO.

DIRECTOIRE EXECUTIF.

Arrêté du 25 fructidor, an 6.

Le directoire exécutif, sur le rapport qui lui a été fait par le ministre des finances,

Considérant que les relations commerciales entre Soleure, Neuchâtel & quelques autres parties de l'Helvétie, seroient entravées si le bureau des douanes de Perles n'étoit pas du nombre de ceux ouverts au transit accordé par l'arrêté du directoire exécutif du 19 thermidor dernier, arrêté.

Le bureau des douanes à Perles est ajouté à ceux désignés par l'arrêté du 19 thermidor dernier, & les formalités nécessaires pour jouir du transit, y seront remplies comme dans les autres bureaux.

Manuel de l'éducation des Abeilles ou Manière sûre et facile de les conserver, de les multiplier et d'en tirer un grand profit, par Augustine Chambon, extrait de Réaumur & enrichi d'observations nouvelles & de notes intéressantes, par N. Chambon, ouvrage approuvé par l'institut national; 1 volume in-8°. Prix, 2 francs 5 décimes, & franc de port, 3 francs. A Paris, chez Dugourc Durand, libraires, rue & hôtel Serpente.

Traité sur l'Esprit public, par Dieudonné-Thibault, un volume in-8°. Prix, 4 fr. 50 cent. & 5 fr. 75 cent. fr. de port. A Paris, chez Fuchs, libraire, rue des Mathurins, hôtel de Clugny.